

DEFIS ENVIRONNEMENTAUX, CASSE et MISE AU PAS DU CNRS

Les discours et les actes.

Les élections européennes passées, Mr Sarkozy et sa ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche trouvent une inspiration nouvelle.

Pour mettre notre pays dans le peloton de tête de ceux qui ont compris qu'il « était top tard pour être pessimiste », préparer Copenhague de façon crédible, la méthode Sarkozy consiste à commencer par poursuivre la casse du CNRS et à tenter de le préparer à la mise au pas idéologique. Sarkozy aime à se prévaloir d'une certaine complicité avec le président des Etats-Unis ; il devrait approfondir sa connaissance de l'anglais. Au moment où Mr Obama livre un discours à l'Académie des Sciences des Etats –Unis dans lequel il donne à voir les raisons pour lesquelles le développement scientifique et technologique public est fondamental pour faire face aux nouveaux défis planétaires, ouvrir de nouvelles frontières, Sarkozy traite les scientifiques français de « médiocres », et poursuit sans relâche la destruction de l'un des fleurons de la science française, le CNRS. Sarkozy a choisi la vassalisation de la France.

Après que les politiques précédentes aient retiré au CNRS la mission de prospective scientifique, Sarkozy donne le coup de grâce en lui retirant sa mission d'évaluation de la recherche scientifique tant dans le soi-disant contrat « Objectifs-Moyens », que dans le projet de décret organique qui en grave les principes dans le marbre. L'évaluation scientifique serait ainsi entièrement dévolue à l'AERES, agence opaque que la communauté scientifique rejette, agence dont les choix ne devront rien à la communauté scientifique et tout aux décisions d'Etat. Or celles-ci sont, en matière scientifique et technologique, entièrement déterminées par les exigences du capital à base française qui se moque du temps long de la découverte, et du capital européen qui entend réserver à la France une place de second ordre pour la recherche fondamentale. Le retour immédiat sur investissement, voilà le credo d'Euro Business en Europe, comme celui du MEDEF en France.

Cette politique du déclin scientifique de notre pays, inaugurée par V Giscard D'Estaing, Sarkozy l'assume jusqu'au bout.

Elle se double maintenant d'une chasse aux sorcières en règle visant à contrôler jusqu'au contenu des correspondances électroniques privées des chercheurs comme en témoigne l'affaire Geissler. Les poursuites à son encontre doivent être immédiatement abandonnées.

Le PCF combat résolument cette politique, il assure la communauté scientifique de son total soutien, il appuie les résolutions adoptées le 10 juin par le Comité National de la Recherche Scientifique. Il prend et prendra toutes les initiatives pour la nécessaire construction de l'alternative de gauche dont notre pays a besoin.

OLIVIER GEBUHRER

Responsable Enseignement-Supérieur Recherche au CN du PCF